



Thinking Africa

NOTE D'ANALYSE POLITIQUE

POUR PENSER LE (RE)POSITIONNEMENT POLITIQUE
DES JEUNES RURAUX : LE DÉCENTREMENT

Noël Kouassi

Université Peleforo Gon Coulibaly de Korhogo

noel2ko@yahoo.fr

*Docteur en Anthropologie sociale et Ethnologie, École des Hautes Études
en Sciences Sociales (EHESS) Paris, Université de Bouaké*

RÉSUMÉ

Cette note est une tentative de compréhension de l'engagement des jeunes dans la gouvernance locale du département de Bettié à l'Est de la Côte d'Ivoire. Elle s'appuie sur des moments politiques, marqués par des contestations de l'autorité des chefs coutumiers et par la remise en cause du prestige social des cadres et des élites urbaines par des jeunes planteurs. En nous positionnant du côté de ces derniers, nous cherchons à comprendre comment ils franchissent les barrières sociales et politiques qui structurent leurs positions dans les espaces politiques observés. Nous plaçons au cœur de notre analyse le décentrement qui nous engage à suspendre le jugement en refusant le rapprochement entre la jeunesse actuelle et celle des décennies antérieures.

PROBLÉMATIQUE

Comment comprendre le changement de la perception des jeunes et plus spécifiquement de leur engagement de plus en plus régulier dans la gouvernance locale ?

Pourquoi le prestige de l'âge et du titre académique cesse-t-il d'apparaître comme « normal » avec la revendication d'une participation politique autonome des jeunes planteurs ?

CONTEXTE

Les sites d'enquête sont des zones de production de café et de cacao, engagées depuis le milieu de la décennie 1990 dans un processus d'appropriation de l'hévéaculture et confrontées à une contestation de leur système politique par les jeunes planteurs. L'appropriation de l'hévéaculture par les producteurs a pour conséquence la marginalisation des cultures vivrières, anciennement associées aux cultures du café et du cacao et le retrait des jeunes du système de production agricole familiale. Ils s'engagent dans la création de plantations individuelles, parfois même en dehors du patrimoine foncier familial.

Par ailleurs, dans chaque village, une crise politique interne à la communauté agni, ethnique en situation d'autochtonie locale, entraîne des interactions régulièrement conflictuelles. Celle-ci est particulièrement aiguë à Bettié où des tensions assez fortes opposent des familles en compétition, et les configurations politiques construites autour de cet enjeu politique.

IDÉES MAJEURES

Les différentes situations d'agir qui fondent ce texte suggèrent que les formes de participation juvénile actuelle s'inscrivent dans une rupture avec les positions sociales héritées de l'appartenance ethnique et de la hiérarchie sociale en vigueur dans les espaces politiques d'investissement.

Les différents engagements politiques des jeunes nous renvoient aux imaginaires de la participation

juvénile comme protestation et comme positionnement politique autonome.

Ces différentes situations d'agir se construisent par une distanciation des identités ethniques et des identités partisanes organisées

MOTS-CLEFS

Dynamique agricole, Hévéaculture, Jeunes ruraux, Socialisation politique, Gouvernance locale, Milieu rural, Côte d'Ivoire.

INTRODUCTION

« En tout cas à mon temps, les jeunes se souciaient de leurs études. Les jeunes de maintenant, c'est des jeunes qui font la politique même. »

A.K.A, ancien député-maire de Bettié, 14 janvier 2009.

Ce texte repose sur un travail de terrain que nous menons depuis 2008 dans le département de Bettié¹, dans la région de l'Indénié-Djuablin, à l'Est de la Côte d'Ivoire. Les enquêtes sont conduites à Bettié (chef-lieu de département), à Diamarakro (chef-lieu de sous-préfecture) et à Ackacomoékro (village). Dans chaque localité, une crise politique interne à la communauté Agni², entraîne des interactions régulièrement conflictuelles. Elle intervient dans un processus de succession des chefs de village de Diamarakro et d'Ackacomoékro et du chef de canton de Bettié.

Dans ce contexte politique, on note une participation marquée de la jeunesse locale. Les raisons de l'irruption des jeunes ruraux dans ce processus politique, et dans la gouvernance locale en général, paraissent évidentes pour les jeunes, les élites coutumières, les

1. Les enquêtes sont menées à Bettié, Diamarakro et Ackacomoékro, à divers degrés d'intensité depuis 2008 ; des enquêtes personnelles de longue durée et une phase d'enquête collective menées dans le cadre du programme de recherche sur les Transformations des Guerres contemporaines. Elles ont permis, en juin 2014, la soutenance d'une thèse en Anthropologie sociale et ethnologie, en cotutelle internationale entre l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS) de Paris et l'Université Alassane Ouattara de Bouaké (Côte d'Ivoire) sur le sujet « Conflit ivoirien et identité politique des jeunes ruraux en pays Agni (Est ivoirien) ». Les données ont été produites à partir d'entretiens, d'observations directes. Au cours de ces enquêtes, nous avons rencontré un nombre important de jeunes ruraux, de membres des notabilités coutumières des villages, de fonctionnaires et de cadres, d'élus locaux. Par ailleurs, notre participation occasionnelle à la vie de ces localités nous permet de suivre l'actualité politique et sociale et de suivre la trajectoire de nos enquêtés (principalement les jeunes résidant dans les villages).
2. Ethnie en situation d'autochtonie locale.

fonctionnaires et les cadres ressortissants. Les uns et les autres s'accordent pour annoncer la fin du prestige de l'âge et de la dépendance à l'égard des cadres et des élites urbaines par lesquels transitent un certain nombre de ressources matérielles et symboliques. Les jeunes planteurs, travaillant pour leur propre compte et très mobiles en raison de leur responsabilité dans les structures professionnelles agricoles, s'engagent dans des réseaux politiques et mobilisent des ressources extérieures sans forcément recourir aux «grands frères» résidant en ville. Pourtant, ce sentiment d'évidence constitue le principal obstacle à la compréhension dans la mesure où il conduit à prendre pour explication ce qui n'est au mieux que le constat d'un phénomène qui reste à comprendre.

Comment comprendre ce repositionnement politique des jeunes et plus spécifiquement leur engagement de plus en plus régulier dans la gouvernance locale ? Pourquoi le prestige de l'âge et du titre académique cesse-t-il d'apparaître comme «normal» avec la revendication d'une participation politique autonome des jeunes planteurs ?

La présente note s'intéresse moins à la mise en relief de l'ensemble des pratiques associées à la participation politique des jeunes qu'à tenter de les comprendre à partir de quelques situations. Elle envisage un renouvellement du regard sur les mobilisations politiques des jeunes à partir de l'exercice du décentrement. Mais avant, intéressons-nous à la position socio-politique des jeunes à Bettié.

CONTRÔLE SOCIO-POLITIQUE DE LA JEUNESSE RURALE : DÉCLINAISONS ET MUTATIONS

Dans la société Agni, les anciens exercent un contrôle politique assez strict sur les jeunes (Perrot 2006, Kobben 1956). En famille, ce sont les aînés, généralement le père ou l'oncle, qui détiennent le pouvoir par le contrôle de l'économie familiale et de la ressource foncière. Le patrimoine foncier, principal support de l'économie agricole, est régi par l'âge, (Tujague-Gibourg et Moustier 2009, Tujague 2004). Au niveau villageois, l'expression politique des jeunes est encore encadrée par les aînés. En fait, réunis au sein de leur association coutumière, ils sont encadrés par un notable, désigné comme leur président. En réalité, il est le «régulateur» et le «contrôleur» de leur action politique. Ainsi, au niveau familial comme au niveau villageois, les relations des jeunes aux aînés relèvent davantage de l'ordre de l'allégeance politique et sociale que de l'indépendance sociale ou de l'autonomie politique. Ce double contrôle politique et social participe à la stabilité des institutions et à la perpétuation du modèle économique de cette société.

Le «jeune» est désigné par le terme «*kpaflouan*». Cette identité qualifie des individus d'âges et de conditions sociales divers, qui ont dépassé le statut d'enfant, «*batran*» ou «*batran kan*». Après le stade de «*kpaflouan*», de jeune, on entre dans la classe des aînés sociaux ou des vieux, les «*ngbangni*». Les frontières entre ces différentes catégories sociales ne sont pas clairement définies. Comme dans les capitales africaines étudiées par Antoine et al. (2001), le passage dans la classe supérieure ne se fait pas de la même façon pour tous les jeunes. Selon leur position familiale, l'héritage, par exemple, peut susciter un basculement précoce de certains jeunes dans la classe des aînés alors que d'autres, bénéficiant d'une autonomie financière et résidentielle et engagés dans une union matrimoniale stable, ne connaissent pas d'ascension de classe. C'est davantage un ensemble d'attributs sociaux qui détermine l'identité «jeune». On réserve au jeune la réalisation des travaux communautaires, la défense et la sécurisation du village (Kouassi 2014).

Ainsi, malgré leur âge³ et leur autonomie financière, certains individus sont toujours considérés et se considèrent eux-mêmes comme des jeunes. Une frange importante de cette jeunesse est composée de déscolarisés, anciens citadins retournés au village dans les années 1990. Leur retour au village a été principalement motivé par l'introduction de l'hévéaculture dans la localité, notamment par les opportunités d'emplois qu'offrait la société agro-industrielle nouvellement implantée à Bettié. Cependant, avant la création d'une plantation, ils ont d'abord revendiqué le relâchement du contrôle politique des anciens sur eux. Ainsi, juste après les premières élections municipales à Bettié en 1986⁴, ceux-ci ont obtenu le retrait des anciens de l'association des jeunes du village. Ainsi, le notable qui assurait la régulation de l'expression politique de la jeunesse cède sa place à un jeune, élu par ses pairs. Toutefois, ce retrait des anciens n'est pas tellement le fruit de la lutte des jeunes. Il a été davantage une conséquence de l'extension de la politique nationale

3. En 2008, le président des jeunes de Bettié avait plus de 45 ans. Il nous confiait qu'il se faisait remplacer depuis quelques années par un autre jeune (moins âgé) pour les rencontres nationales de la jeunesse communale. En 2010, le nouveau président de la jeunesse avait plus de 40 ans.

4. Il ressort de la trajectoire des enquêtés que les premiers retours au village remontent à l'année 1984. L'introduction de l'hévéaculture et ensuite l'érection du village en commune impulsent ce mouvement de retour les années suivantes. Les déscolarisés qui reviennent au village trouvent à la mairie et dans la société d'hévéa des opportunités d'insertion économique.

de communalisation de 1985. Celle-ci permet l'érection de la sous-préfecture de Bettié⁵ en une Commune. Dans l'espace communal, l'association des jeunes au plan administratif est la «jeunesse communale». Ainsi, à la place d'un chef des jeunes désigné par le pouvoir coutumier, c'est un président élu qui dirige les jeunes de Bettié.

La forte implication des jeunes dans la production agricole et le relâchement du contrôle politique des anciennes élites coutumières nourrissent, chez les nouvelles générations, un potentiel de mobilisation individuelle et collective. Quand elles entretiennent, à tort ou à raison, un sentiment de non-reconnaissance de leur compétence par les anciennes élites sociales et politiques, elles s'expriment de manière quelques fois violente dans l'espace public. Il en est de même dans les relations familiales quand, dans leur raisonnement, elles parviennent à se convaincre de la volonté de leurs aînés de mettre un frein à leur ascension sociale et économique. Dans chaque situation de mobilisation, il se dégage chez eux le sentiment que ce qui est contesté par les autres (autorité politique traditionnelle, cadres et élus locaux, fonctionnaires et agents de l'État locaux), ce n'est pas leur appartenance ethnique mais plutôt leur nouvelle position acquise par leur investissement dans l'économie hévéicole.

DÉCENTRER LE REGARD SUR LES JEUNES RURAUX

Mes séjours réguliers sur le terrain de Bettié m'amènent au constat que la problématique de la figure sociale et politique des jeunes est une préoccupation communautaire de premier plan. Cependant, elle se pose comme une question taboue, car personne ne veut assumer la responsabilité de la poser ouvertement. C'est généralement dans les cercles familiaux, les réseaux d'amitié, les débits de boissons, ou lors des funérailles que sont dénoncés des comportements circonstanciels de certains acteurs autour d'un enjeu précis. Les chefs de familles, les chefs coutumiers et les cadres s'enferment dans une cécité politique volontaire. Pourtant, la succession au «trône» cantonal, les lieux de funérailles, les associations professionnelles agricoles, témoignent depuis des années d'une irruption de plus en plus croissante et violente des jeunes dans l'action politique locale. Cette configuration socio-politique qui sous-tend le paradoxe souligné par l'ancien député-maire de Bettié que nous avons transcrit en épigraphe dans l'introduction de ce texte nous permet de mettre en perspective la question du décentrement du regard sur les jeunes dans le département de Bettié.

5. Le décret n° 76-877 du 28 décembre 1976 érige Bettié en une sous-préfecture du département d'Abengourou.

Dans les milieux ruraux agni de l'Est de la Côte d'Ivoire, les jeunes sont directement rattachés à des modes de production politique⁶ et socio-économique⁷ qui les profilent comme des individus vissés à leur identité ethnique ou culturelle et à leur statut d'apprentis sociaux. Ils sont perçus comme des êtres sociaux statiques avec des positions politiques stéréotypées, conformément aux valeurs ethniques (Perrot 2006). Une telle perception sociale de la jeunesse rurale, toujours prégnante dans leur milieu de vie, peut nourrir le regard critique de l'anthropologue, en raison de l'ouverture des mondes ruraux aux dynamiques politiques et aux ressources du développement local (Bierschenk et al. 2000, Bierschenk et Olivier de Sardan 1998). Par ailleurs, les menaces sécuritaires liées aux guerres et conflits armés, les nombreux conflits fonciers font que régulièrement les jeunes ruraux se mobilisent autour de dynamiques nouvelles et dans des contextes nouveaux (Chauveau et al. 2012, Bobo 2011, Kouassi 2014).

À Bettié, notre incursion dans des réseaux politiques, les débits de boissons, notre participation aux cérémonies funéraires, nous permet d'observer, au-delà de l'homogénéité apparente, l'épaisseur symbolique du monde rural, et spécialement de la figure du jeune rural. À moins de se limiter à une approche essentialiste, l'anthropologue découvre la vivacité de l'agir politique jeune, et cela contrairement à l'isolement politique conféré par leur appartenance ethnique. Autour d'enjeux précis, les relations politiques sont reconstruites sur d'autres fondements que l'ethnie. L'argent et les ressources politiques prennent dans ces cas le pas sur l'âge et le prestige social de l'âge ou le lien de sang. Sous nos yeux, se (re)construisent des stratégies politiques qui tentent de substituer d'autres valeurs, et un autre ordre à la hiérarchie explicite de la société.

Dans ce contexte, le décentrement se présente comme l'un des principaux défis majeurs qu'il faut relever si on veut réfléchir à la situation des jeunes dans le département de Bettié. Le décentrement est une question épistémologique ancienne pour l'anthropologie, redevenue centrale à la réflexion dans le contexte des débats sur la globalisation et la mondialisation (Abélès 2008, Augé 2009), sur l'humanitaire (Agier 2012), sur la déterritorialisation (Appadurai 2005). Selon Maurice Godelier, le décentrement implique tout d'abord l'émancipation de la réflexion

6. Voir Perrot (1982) pour une lecture plus détaillée de l'organisation politique des Agni de l'Indénié.

7. À partir des cultures maraîchères, Laurence Tujague-Gibourg et Paul Moustier situent la place des jeunes dans le système économique des Agni en milieu rural (Tujague-Gibourg 2004, Tujague-Gibourg, Laurence ; Moustier, Paul 2009)

anthropologique des déterminismes sociaux ou surnaturels. L'anthropologue ne doit plus accepter que « sa pensée et son travail soient soumis d'avance à ce que permettraient de voir ou de dire les puissances temporelles ou divines » (Godelier 2010 : 72).

Le premier effort de décentrement consiste à penser les situations d'actions, sans forcément supposer primordiale la situation rurale ou l'appartenance ethnique. Il nous semble en effet, impossible d'étudier avec profit l'agir des jeunes ruraux sans prendre en compte les flux culturels et politiques nationaux au sein desquels ils circulent, avec lesquels ils entrent en compétition ou se nourrissent mutuellement (Chaléard et Dubresson 1989, Chauveau 2005, Chauveau et al. 2012, Touré 1985). Si hier, les enfants des paysans trouvaient presque exclusivement dans l'agriculture la voie d'une insertion sociale, le vaste mouvement de l'exode rural des décennies 1970 et 1980 a montré que ces derniers ont, à une période donnée, rejeté l'agriculture, perçue alors comme une activité éprouvante et peu rémunérée, pour tenter l'aventure urbaine. La crise économique de la décennie suivante, à l'inverse, a précipité le retour de ces derniers au village. Dans le département de Bettié, cet exode urbain a coïncidé avec l'introduction de l'hévéaculture et l'approfondissement des politiques nationales de décentralisation et de démocratisation qui, visiblement, contribuent actuellement à l'activisme politique des jeunes. L'intensification de leurs actions politiques est donc le résultat d'une innovation agricole et d'une transformation du mode de reproduction politique.

Ainsi, contrairement à l'ancienne configuration de la ruralité, nous nous retrouvons dans un monde rural plus large où se chevauchent des secteurs d'activités différents (agriculture, administration locale, transport, commerce), où s'interpénètrent un espace agricole différent, un contexte politique local et un environnement politique national conflictuel. Comme l'écrit Augé (2003 : 129) cité par Abélès (2008 : 133), « aujourd'hui, sous quelque aspect qu'on l'appréhende, le contexte est mondial. Le moindre campement amazonien ou africain ne peut être décrit qu'en tenant compte de sa relation, plus ou moins lâche, plus ou moins efficace ou dérisoire, mais jamais sans effet à court et à long terme, au reste du monde ». Nous reprenons cette idée de Marc Augé pour souligner la nécessité de tenir compte du lien entre le rural et l'urbain, le local et le global dans la réflexion sur les comportements politiques des jeunes ruraux. Le décentrement exigé ici est culturel, mais va au-delà de la suspension du jugement que recommande la réflexion anthropologique. Il s'agit surtout de privilégier le travail de terrain aux principes culturels qui détermineraient l'identité jeune en pays Agni.

Le second effort de décentrement réside dans le changement de focale d'observation lors de l'investissement dans le travail de terrain. Il ne s'agit plus de fouiller dans les archives des sociétés rurales pour décrire les attributs statutaires des jeunes. Ce qui est fondamental, si nous voulons traiter des jeunes d'aujourd'hui, c'est de privilégier les situations d'agir. Elles sont, dans la trajectoire des individus, des moments de choix ou d'engagement. En raison de la circulation des individus et des différents flux migratoires, il est évident qu'émergent de nouvelles situations et de nouvelles manières d'agir. La posture de décentrement, ici, repose sur l'impossibilité de réduire les jeunes ruraux à des êtres ethniques et suppose qu'une situation d'agir « jeune » n'est que la relance d'un processus de transformation et un retour sur ce qui fait problème à leur sens.

Enfin, il faut les observer dans les espaces et les lieux dont ils ne sont pas nécessairement des acteurs statutaires, ou des lieux qui ne sont pas les cadres ordinaires de l'action observée. Nous nous réapproprions ici une idée centrale à la réflexion de Michel Agier. Pour lui, une des dimensions du décentrement consiste en la révision des points d'observation. Il revendique la prise en considération des « frontières, au sens très générique et anthropologique des espaces de l'entre-deux, des seuils et des limites, mais aussi des moments de l'incertitude et de l'indécision » comme lieux et situations d'observation (Agier 2012 : 53).

CONCLUSION

Dans ce texte, nous avons proposé une lecture alternative de la situation des jeunes d'aujourd'hui en privilégiant les dimensions relationnelle et conflictuelle des perceptions sociales de leurs comportements. Cela a permis de saisir les implications épistémologiques et nous a fourni les arguments pour envisager le processus de décentrement.

Les différentes situations d'agir qui fondent ce texte suggèrent que les formes de participation juvénile actuelle s'inscrivent dans une rupture avec les positions sociales héritées de l'appartenance ethnique et de la hiérarchie sociale en vigueur dans les espaces politiques d'investissement. L'engagement autonome des jeunes lors des élections municipales, leurs résistances aux injonctions des leaders coutumiers, et leur opposition aux fonctionnaires dans la gestion des espaces d'expression juvéniles, nous renvoient aux imaginaires de la participation juvénile comme protestation et comme positionnement politique. Ces différentes situations d'agir se construisent par une distanciation des identités ethniques et des identités partisanes organisées.

Cette lecture de l'agir politique des jeunes dans le département de Bettié a été possible en nous inspirant du décentrement comme principe de lecture. Les dimensions culturelles, politiques et épistémologiques du décentrement permettent alors de voir les jeunes non pas comme des individus statiques, mus par des principes ethniques, mais comme de véritables sujets politiques.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Agier, Michel. 2012. «Penser le sujet, observer la frontière. Le décentrement de l'anthropologie» *L'Homme* 203 - 204(3-4) :51-75.

Antoine, Philippe, Razafindrakoto, Mireille et Roubaud, François. 2001. «Contraints de rester jeunes? Évolution de l'insertion dans trois capitales africaines: Dakar, Yaoundé, Antananarivo.» *Autrepart* (18): 17-36.

Appadurai, Arjun. 2005. *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*. Paris: Payot / Rivages.

Augé, Marc. 2009. *Pour une anthropologie de la mobilité*. Paris: Éditions Payot et Rivages.

Bierschenk, Thomas; Chauveau Jean-Pierre; Olivier de Sardan, Jean-Pierre (éds.). 2000. *Courtiers en développement: les villages africains en quête de projets*. Paris; Mainz: Karthala; APAD.

—; Olivier de Sardan, Jean-Pierre (éds.). 1998. *Les pouvoirs au village*. Paris: Karthala.

Bobo, Samuel. 2011. *Ethnographie des conflits fonciers intra-familiaux à Bodiba (Centre ouest ivoirien)*. Thèse de doctorat, *Département d'Anthropologie et Sociologie*: Université de Bouaké.

Chaléard, Jean-Louis; Alain Dubresson. 1989. «Un pied dedans, un pied dehors: à propos du rural et de l'urbain en Côte d'Ivoire.» in Benoît Antheaume; Chantal Blanc-Pamard et al. (éds.) *Tropiques lieux et liens*, Paris: Orstom: 277-290.

Chauveau, Jean-Pierre. 2005a. «Les jeunes ruraux à la croisée des chemins». «Introduction thématique» *Afrique contemporaine* 214(2) :15-35.

— . 2005b. «Les rapports entre générations ont une histoire» Accès à la terre et gouvernamentalité locale en pays gban (Côte d'Ivoire).» *Afrique contemporaine* 214(2) :59-83.

— ; Bobo, Samuel; Kouassi, Noël; Moussa Koné. 2012. «Milices rurales en Côte d'Ivoire durant le conflit (zone sud). Reconceptualiser le «dispositif Milicien» », in Remy Bazenguissa-Ganga; Sami Makki (dir.), *Sociétés en guerres. Ethnographies des mobilisations violentes*, Paris: Éditions de la Maison des sciences de l'homme: 23-56

— ; Colin, Jean-Philippe; Bobo, Samuel; Kouamé, Georges; Kouassi, Noël; Koné, Moussa. 2012. «Côte d'Ivoire: la question foncière à l'épreuve de la paix.» *Territoires d'Afrique* (4): 53-59.

Godelier, Maurice. 2010. *Au fondement des sociétés humaines. Ce que nous apprend l'anthropologie*. Paris: Flammarion.

Köbben, André J. 1954. «L'héritage chez les Agni. L'influence de l'économie de profit.» *Africa* 24: 359-363.

Kouassi, Noël. 2014. *Conflit ivoirien et identité politique des jeunes ruraux en pays agni*. Doctorat Nouveau régime, Ecole des Hautes en Sciences Sociales de Paris / Université Alassane Ouattara de Bouaké.

Perrot, Claude-Hélène. 2006. «Chefs traditionnels: le cas du sud-est de la Côte d'Ivoire.» *Afrique contemporaine* 1(217) :173-84.

Touré, Abdou. 1985. «La jeunesse ivoirienne face à l'urbanisation accélérée en Côte d'Ivoire.» *Cahier ORSTOM, Série Sciences Humaines XXI* (2-3): 275-93.

Tujague-Gibourg, Laurence. 2004. «Le maraîchage en économie de plantation: une alternative à l'économie de plantation? Le cas de la tomate dans la région d'Abengourou en Côte d'Ivoire.» *Afrique contemporaine* 2(210) :171-90.

— ; Moustier, Paule. 2009. «Dominants et dominés en économie de plantation dans le Centre-est de la Côte d'Ivoire: le cas des producteurs de tomates (1990-2000).» *Revue du Tiers monde* 2 (198) : 407-20.

À PROPOS DE THINKING AFRICA

Crée en janvier 2013 par une équipe de chercheurs et experts africains, Thinking Africa est un institut de recherche et d'enseignement sur la paix. Réseau de jeunes chercheurs, d'universitaires confirmés et d'experts, il offre, aux institutions, aux gouvernements, aux sociétés civiles, et aux organisations, des analyses, recommandations et formations pour vivre la paix sur le continent africain.

Nous publions des notes stratégiques sur les enjeux politiques, économiques et sociétaux en Afrique, formons des hauts fonctionnaires, officiers et décideurs africains au leadership, à la médiation et à la négociation. Nous organisons des conférences scientifiques et débats sur les enjeux névralgiques africains.

Thinking Africa
25 BP 1751 Abidjan 25
Côte d'Ivoire